



Assemblée générale

Distr. générale
16 janvier 2013
Français
Original : anglais

Soixante-septième session

Point 14 de l'ordre du jour

**Application et suivi intégrés et coordonnés
des textes issus des grandes conférences
et réunions au sommet organisées par
les Nations Unies dans les domaines
économique et social et dans les domaines
connexes**

Le bonheur : vers une approche globale du développement

Note du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Historique.....	2
II. Introduction.....	3
III. Dimensions et mesures du bonheur et du bien-être.....	4
IV. Initiatives menées à l'échelle nationale, régionale ou mondiale.....	5
A. Initiatives nationales.....	6
B. Initiatives régionales.....	10
C. Initiatives du système des Nations Unies.....	12
V. Les principales études internationales et régionales menées sur le bien-être et leurs résultats.....	14
VI. Différences entre pays en matière de bien-être.....	17
VII. Conclusions et recommandations.....	19



I. Historique

1. Dans sa résolution 65/309 intitulée « Le bonheur : vers une approche globale du développement », l'Assemblée générale, consciente de ce que la recherche du bonheur est un objectif fondamental de l'être humain, a constaté que le produit intérieur brut (PIB) n'était pas un indicateur conçu pour mesurer le bonheur et le bien-être de la population d'un pays et n'en donnait pas une image exacte. Elle a par conséquent invité les États Membres à élaborer de nouvelles mesures qui tiennent mieux compte de l'importance de la recherche du bonheur et du bien-être pour le développement afin d'orienter leurs politiques nationales. Les États Membres qui avaient élaboré de nouveaux indicateurs ou adopté d'autres initiatives ont été invités à en faire part au Secrétaire général afin de contribuer aux activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du développement.

2. L'Assemblée générale a également invité le Secrétaire général à solliciter les vues des États Membres et des organisations régionales et internationales concernées au sujet de la recherche du bonheur et du bien-être, et à lui en faire part à sa soixante-septième session. En réponse à une note verbale, la Division des politiques sociales et du développement social du Département des affaires économiques et sociales a reçu plusieurs communications d'États Membres et d'entités des Nations Unies portant sur des initiatives relatives au bonheur et au bien-être menées à l'échelle nationale ou régionale. Le présent document rend compte de telles initiatives et dresse le bilan des dernières recherches sur le bonheur et le bien-être, en mettant l'accent sur les conséquences que cela pourrait avoir sur l'élaboration de politiques. Les thèmes suivants sont particulièrement importants à cet égard : a) la meilleure intégration des politiques sociales et économiques et l'examen des répercussions sociales des politiques économiques; b) les questions de développement durable; et c) l'élaboration d'indicateurs du bien-être, parallèlement aux indicateurs de développement durable.

3. La quête exclusive de la croissance économique et de la hausse des revenus comme objectif de développement est depuis longtemps remise en question. On considère en particulier que les revenus ne suffisent pas à évaluer le véritable niveau de pauvreté, lequel dépend également d'autres facteurs, tels que les difficultés d'accès aux services de base, la discrimination ou l'exclusion sociale. Le manque de cohérence des politiques économiques et sociales et la prise en compte insuffisante des répercussions sociales des politiques économiques ont fréquemment été évoqués à l'ONU et au sein d'autres instances. Enfin, on n'a pas accordé suffisamment d'attention à la mise au point des indicateurs de développement durable et de bien-être.

4. En particulier, comme le Secrétaire général l'a noté dans le discours qu'il a prononcé à la réunion de haut niveau sur le bonheur et le bien-être, tenue au Siège de l'ONU le 2 avril 2012, le rapport de la Commission mondiale de l'environnement et du développement (Commission Brundtland) intitulé « Notre avenir à tous », publié en 1987 (voir A/42/427, annexe), ainsi que plusieurs rapports sur le développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social, créée en 2008 à l'initiative du Gouvernement français, ont contesté l'approche qui consiste à mesurer le succès au seul moyen des richesses. Le Groupe de haut niveau sur la viabilité mondiale a par ailleurs recommandé de créer un indice de développement durable, composé d'un certain nombre d'indicateurs permettant de mesurer les progrès accomplis en la matière. La prise en compte des

dimensions sociales, économiques et environnementales du développement durable nécessite l'adoption d'un nouveau paradigme économique. Dans le document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, intitulé « L'avenir que nous voulons », les États Membres ont considéré qu'il fallait adopter des mesures plus générales du progrès, en complément du produit intérieur brut, afin que les décisions prises se fondent sur des informations plus complètes, et ont prié la Commission de statistique de lancer, en consultation avec les entités compétentes du système des Nations Unies et d'autres organisations intéressées, un programme de travail dans ce domaine en faisant fond sur les initiatives existantes (résolution 66/288 de l'Assemblée générale, annexe, par. 38).

II. Introduction

5. Au cours des dernières décennies, il a de plus en plus souvent été constaté que les indicateurs économiques, comme les chiffres du PIB, ne suffisaient pas à mesurer le bien-être social et économique de la population. Comme l'a noté la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social :

Il est temps que notre système statistique mette davantage l'accent sur la mesure du bien-être de la population que sur celle de la production économique, et il convient de surcroît que ces mesures du bien-être soient resituées dans un contexte de soutenabilité [...] Il importe cependant de mettre l'accent sur le bien-être car il existe un écart croissant entre les informations véhiculées par les données agrégées du PIB et celles qui importent vraiment pour le bien-être des individus¹.

6. Certains se demandent cependant s'il est véritablement important de mesurer le bien-être et le bonheur pour définir en conséquence les objectifs des politiques nationales, ces deux notions ayant souvent été considérées comme des quêtes individuelles fondées sur des critères subjectifs, plutôt que comme des questions relevant des politiques nationales. La quantification du bien-être et du bonheur présente également plusieurs problèmes. Citons par exemple la difficulté d'effectuer des comparaisons d'une personne à l'autre et le phénomène de l'adaptation, les individus pouvant s'habituer à leurs privations et se déclarer moyennement heureux malgré ces privations. En outre, la plupart des conclusions des « enquêtes sur le bonheur » s'appuient généralement sur des informations provenant de pays que l'on pourrait décrire comme des démocraties occidentales, industrialisées et riches, à la population instruite, ce qui limite la crédibilité des résultats obtenus. En outre, les aspirations et les critères individuels évoluent et il pourrait exister un « niveau prédéterminé » de bonheur propre à chaque individu. L'étude du bonheur continue par ailleurs à susciter de nombreuses interrogations car, compte tenu de l'ampleur, en de nombreux lieux, des difficultés, de la pauvreté, des maladies, de la guerre et

¹ Voir Joseph E. Stiglitz, Amartya Sen et Jean-Paul Fitoussi, « Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social », www.stiglitz-sen-fitoussi.fr/documents/rapport_francais.pdf.

de la criminalité, une telle préoccupation semble être un luxe². La satisfaction des besoins fondamentaux est par conséquent souvent considérée comme une condition préalable au bien-être général.

7. Malgré ces diverses objections, la poursuite du bonheur est un objectif inscrit dans de nombreuses constitutions nationales et l'instauration de conditions favorables à l'amélioration du bien-être de la population constitue en tant que tel un objectif de développement. De manière générale, il ne fait pas de doute que les gouvernements doivent redéfinir leurs priorités. Face à la persistance de la pauvreté extrême et au réchauffement mondial dû aux systèmes de production actuels, valoriser d'autres mesures de bien-être que la hausse des revenus ne peut être que bénéfique. Certains chercheurs estiment par ailleurs que puisque nous vivons déjà à l'ère anthropocène, qui se caractérise par l'influence des êtres humains sur les systèmes physiques de la Terre, la quête du bonheur devrait être étroitement liée à la quête de développement durable³. À mesure que les recherches sur le bonheur progressent, leur utilité pour l'élaboration de politiques apparaît de plus en plus clairement⁴.

III. Dimensions et mesures du bonheur et du bien-être

8. Les philosophes, les théoriciens et les chercheurs proposent différentes définitions du bonheur et du bien-être. Aristote employait le terme *eudemonia*, souvent traduit par « bonheur », pour décrire une vie bien vécue. Cette conception du bonheur englobait non seulement la satisfaction mais également la motivation, l'autonomie, l'acceptation de soi, les liens avec autrui et un sentiment de vitalité. Certains théoriciens considèrent qu'avoir un « travail qui ait du sens » ou une « vocation » est également un ingrédient important du bien-être. Les hédonistes et les penseurs utilitaristes estiment que le « plaisir » et « l'évitement de la souffrance » sont les principales composantes du bonheur⁵. D'autres encore pensent que le bien-être dépend de plusieurs conditions de base, comme la santé et de bonnes relations avec autrui. Certains considèrent que la réalisation de ses souhaits

² D'après la théorie de la hiérarchie des besoins d'Abraham Maslow, les besoins les plus fondamentaux (comme l'eau et la nourriture) doivent être satisfaits avant que l'individu ne puisse fortement désirer (ou être motivé par) les besoins de niveau secondaire ou supérieur, comme les besoins de sécurité : l'emploi, la propriété et ensuite l'amitié et la famille (amour et appartenance) menant à l'estime de soi et à l'accomplissement. Le niveau le plus élevé d'accomplissement consiste à réaliser pleinement son potentiel.

³ John Helliwell, Richard Layard et Jeffrey Sachs, éd. *World Happiness Report*, Earth Institute, Columbia University, New York, 2012.

⁴ Il convient de noter que le bonheur semble favoriser la participation à diverses activités au travail ainsi que pendant les loisirs; c'est un facteur de prédiction de la formation d'amitiés et du mariage, ainsi que de la participation à la collectivité. Les « affects positifs » élargissent l'esprit et renforcent la créativité. Le bonheur favorise également la santé physique et allonge la durée de vie. Voir Sonja Lyubomirsky, Ed Diener et Laura King, « The Benefits of Frequent Positive Affect: Does Happiness Lead to Success? » *Psychological Bulletin*, vol. 131, n° 6 (2005).

⁵ Jeremy Bentham (1789) a conclu que le comportement humain était régi par la quête du plaisir et la volonté d'éviter la souffrance.

et de ses objectifs, qui peut être interprétée comme l'évaluation subjective de sa vie, est essentielle au bien-être⁶.

9. Il faut, pour mesurer le bonheur et le bien-être, distinguer le bonheur subjectif, ou encore « bonheur affectif », qui est fonction des joies et des soucis du quotidien, du « bonheur évaluatif », qui est lié aux dimensions de la vie dont dépend le sentiment général de satisfaction ou d'insatisfaction par rapport à la place qu'on occupe dans la société (par exemple, la santé, la confiance que l'on accorde aux institutions, le dynamisme de la collectivité). On s'accorde généralement à reconnaître que l'élaboration de politiques devrait se fonder sur ces deux types de résultats, provenant de données subjectives et évaluatives.

10. Le nombre croissant de données sur la satisfaction individuelle provenant d'enquêtes transversales ou longitudinales menées dans de nombreux pays nous permet de confirmer empiriquement ce qui compte aux yeux des individus et ce que les décideurs devraient prendre en compte lorsqu'ils s'efforcent de promouvoir le bien-être des individus et de la société. Les dimensions du bien-être les plus souvent considérées sont les suivantes : revenus (consommation, richesse, bien-être matériel), santé (mortalité, morbidité), éducation (alphabétisation, niveau d'instruction), participation démocratique (élections, liberté d'expression) et vécu psychologique (dépression, satisfaction, etc.). Les principaux facteurs externes mesurés qui contribuent au bonheur sont les suivants : revenus, emploi, liens sociaux et gouvernance, et valeurs et religion. Parmi les variables individuelles figurent la santé physique et mentale, le vécu familial, l'éducation, le sexe et l'âge. De multiples études économétriques ont mis en évidence l'influence du milieu culturel sur de nombreuses dimensions du bien-être⁷.

IV. Initiatives menées à l'échelle nationale, régionale ou mondiale

11. Plusieurs gouvernements ont tenté de mesurer de manière fiable et dans la durée le bonheur et le degré de satisfaction de leurs citoyens. Leur objectif était souvent d'élaborer des politiques sociales en conséquence et d'éviter que « le bonheur ne passe à la trappe », en obtenant par exemple une hausse des revenus qui ne s'accompagne pas d'un accroissement du bonheur⁸.

⁶ Shigehiro Oishi, « Culture and Well-Being: Conceptual and Methodological Issues » in *International Differences in Well-Being*, Ed Diener, Daniel Kahneman et John Helliwell (dir.), (Oxford, Oxford University Press, 2010).

⁷ Leonardo Becchetti et Alessandra Pelloni, « What are we learning from the life satisfaction literature? ». Document de travail n° 2, janvier 2011, Ministère de l'économie et des finances, Italie.

⁸ Ce phénomène se nomme le « paradoxe d'Easterlin ». Les recherches de Richard Easterlin ont montré que si le produit national brut (PNB) par habitant a triplé aux États-Unis depuis 1960, le niveau moyen de bonheur est dans l'ensemble resté inchangé au cours des dernières 50 années.

A. Initiatives nationales

Bhoutan

12. L'indice du bonheur national brut⁹ du Bhoutan est né du principe selon lequel le développement durable devrait adopter une approche globale du progrès et accorder autant d'importance aux dimensions non économiques du bien-être. Cet indice vise à amener, par l'adoption de mesures adéquates, le Gouvernement, la société civile et le secteur privé à améliorer le bien-être général de la population du Bhoutan en : a) augmentant le pourcentage d'habitants heureux; et b) remédiant aux conditions de vie insuffisantes des personnes qui ne sont pas heureuses. L'indice du bonheur définit un nouveau cadre de développement qui fournit à différents secteurs des indicateurs visant à orienter le développement, à allouer des ressources en fonction des objectifs, à évaluer les progrès réalisés dans la durée et à comparer les progrès accomplis dans l'ensemble du pays. L'indice du bonheur a été présenté aux dirigeants provinciaux du Bhoutan, dans les différents districts, afin d'évaluer leurs politiques en fonction des résultats obtenus par district, l'objectif étant d'y apporter les modifications nécessaires. Des outils d'évaluation des politiques et programmes sont en vigueur depuis l'adoption de l'indice du bonheur en 2008 et seront perfectionnés au fil des ans.

13. L'indice du bonheur se fonde sur quatre grands axes et a été conçu à partir de 33 indicateurs thématiques comprenant 124 variables, classées en 9 grands domaines. Dans chaque domaine, les indicateurs objectifs ont été dotés d'un coefficient de pondération plus élevé que les indicateurs subjectifs et ceux fondés sur les évaluations des personnes sondées. Les quatre grands axes sont les suivants : bonne gouvernance, développement socioéconomique durable, préservation culturelle et conservation de l'environnement. Les dimensions examinées dans le cadre des neuf grands domaines sont les suivantes : bien-être psychologique, santé, éducation, alphabétisation, niveau d'études, connaissances, valeurs, culture, usage du temps, bonne gouvernance, vitalité de la collectivité, diversité et résilience écologique et niveau de vie¹⁰.

14. Il est ressorti de l'enquête sur le bonheur national brut menée au Bhoutan en 2010 que 50 % des citadins et 37 % des habitants des régions rurales étaient heureux. De manière générale, 41 % des personnes interrogées se sont déclarées globalement heureuses. Les jeunes l'étaient relativement plus que les personnes âgées et les hommes plus que les femmes. Plus de 10 % des Bhoutanais étaient malheureux (c'est-à-dire qu'ils ne se déclaraient satisfaits que dans moins de la moitié des domaines étudiés). Parmi les principales causes d'insatisfaction figuraient l'insuffisance des conditions de vie et les problèmes de santé, ainsi que le mal-être psychologique. Il est intéressant de constater qu'on ne comptait aucune personne

⁹ Karma Ura, Sabina Alkire, Tshoki Zangmo et Karma Wangdi, *A Short Guide to Gross National Happiness Index*, accessible à l'adresse : www.grossnationalhappiness.com/wp-content/uploads/2012/04/Short-GNH-Index-edited.pdf.

¹⁰ Le logement et les biens sont des considérations importantes à cet égard. D'après les principes énoncés dans le document intitulé *A Short Guide to Gross National Happiness Index*, « du point de vue de la collectivité, des objectifs comme la lutte contre l'exclusion sociale et la discrimination et le renforcement de la cohésion sociale ne peuvent être réalisés en l'absence de lieux de vie adéquats et de conditions de logement décentes »; les biens tels que les terres et le bétail sont essentiels à l'obtention d'un niveau de vie décent.

malheureuse dans les catégories de la population ayant obtenu un diplôme ou fait des études supérieures de deuxième ou troisième cycle.

15. La réunion de haut niveau sur le bien-être et le bonheur organisée par le Bhoutan¹¹ a permis de conclure que pour être efficace, toute politique devait être compatible avec les principes de viabilité écologique, de répartition équitable et d'utilisation judicieuse des ressources et contribuer au bien-être de toutes les formes de vie et au bonheur des êtres humains. Les recommandations portant sur les politiques à adopter ont mis l'accent sur les modes de production viables, le transfert de technologie, les investissements en faveur d'une infrastructure viable tels que l'énergie renouvelable, la santé et la promotion de la formation tout au long de la vie, l'appui aux petites exploitations, l'imposition progressive, la création de comptes de bien-être durable et l'adoption de mesures globales d'amélioration du bien-être, ainsi que la coopération avec d'autres pays en vue de parvenir à un consensus mondial sur ces mesures d'ici à 2014. Le groupe de travail d'experts internationaux a été chargé de faire fond sur ces premières recommandations de politiques et de définir de grandes orientations systémiques globales assorties de mesures et de mécanismes de réglementation pouvant mener à la mise en œuvre du nouveau paradigme économique. Lors d'une réunion récente du groupe, tenue le 5 octobre 2012, le Premier Ministre bhoutanais a de nouveau déclaré que le paradigme actuel de développement ne relevait pas d'un objectif ou d'une vision clairement défini qui dépasse la promotion de la croissance économique et qu'il fallait changer de paradigme et adopter une approche globale du développement pour parvenir à un développement viable qui tienne pleinement compte de l'interdépendance de l'humanité et de la nature. Un tel paradigme prônerait des conditions de vie décentes, une culture dynamique et une éducation de qualité et s'appuierait sur des dispositions réglementaires adéquates et l'utilisation judicieuse des ressources.

16. Le Premier Ministre bhoutanais a souligné que cette nouvelle approche n'était pas opposée à la croissance en tant que telle mais visait plutôt à promouvoir un développement qui ait du sens et soit respectueux de l'environnement, par exemple, en appuyant l'énergie « verte » et l'agriculture biologique. Le Bhoutan entend être l'instigateur des travaux menés sur ce nouveau paradigme et compte sur la collaboration de la communauté internationale. L'initiative du Bhoutan est à rattacher aux travaux des instances créées par le Secrétaire général telles que le Groupe de haut niveau sur la viabilité mondiale et le Réseau de solutions pour le développement durable et à la vision d'ensemble du programme d'action au-delà de 2015 du Secrétaire général. Le Bhoutan compte présenter les premières conclusions du groupe de travail en juin 2013. Le rapport final, axé sur le bien-être et le bonheur, ainsi que sur la signification du développement, de la viabilité écologique et de la distribution équitable, doit être présenté à l'Assemblée générale en 2014. Cette initiative serait principalement menée par l'ONU et viserait à influencer les politiques gouvernementales.

¹¹ Le rapport établi au terme de la discussion est accessible (en anglais) à l'adresse : www.2apr.gov.bt/images/BhutanReport_WEB_F.pdf.

France

17. En réponse à la note verbale d'août 2012, la France a exprimé son soutien aux principales recommandations figurant dans le rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social¹, en acceptant de prendre les mesures suivantes : a) se référer aux revenus et à la consommation plutôt qu'à la production; b) mettre l'accent sur la perspective des ménages, en tenant compte des transferts financiers et des services publics; c) prendre en compte la richesse en même temps que les revenus et la consommation; d) accorder davantage d'importance à la répartition des revenus, de la consommation et des richesses; e) élargir les indicateurs de revenus aux activités non marchandes; f) améliorer les mesures chiffrées de la santé, de l'éducation, des activités personnelles et des conditions environnementales; g) évaluer les inégalités en matière de qualité de vie; et h) concevoir des enquêtes permettant d'évaluer les liens entre les différents aspects de la qualité de la vie de chacun.

18. La France est par ailleurs favorable à une approche qui intègre les dimensions subjectives et objectives de la qualité de vie et a recommandé de prendre en compte le bien-être des futures générations lors de l'élaboration d'instruments relatifs à la viabilité. Elle a adopté deux indicateurs essentiels de développement durable : l'empreinte carbone de la demande agrégée nationale et la mesure de la consommation de produits et de la production. La France considère que la stratégie de développement durable devrait permettre de donner suite aux conclusions de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable et nécessite de nouveaux instruments, une plus grande coopération et la participation de la Commission de statistique, de la Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies et de la société civile.

Italie

19. En 2010, l'Institut national de statistique de l'Italie et le Conseil national de l'économie et du travail ont donné le coup d'envoi d'une initiative visant à mesurer le bien-être équitable et durable, qui devait s'achever par la publication d'un rapport en décembre 2012. Douze dimensions du bien-être ont été définies et des consultations engagées avec la population. Les dimensions retenues sont les suivantes : environnement, santé, bien-être économique, éducation et formation, équilibre travail-vie privée, relations sociales, sécurité, bien-être subjectif, patrimoine naturel et culturel, recherche et innovation, qualité des services et politiques et institutions. Il est ressorti des consultations menées en ligne que la santé, l'environnement, l'éducation et la formation et la qualité des services étaient considérés comme les dimensions les plus importantes alors que le bien-être économique, la satisfaction existentielle, la participation politique, la confiance dans les institutions et la sécurité comptaient moins. Parmi les indicateurs relevant de différentes dimensions figuraient la qualité de l'air en milieu urbain, le revenu disponible ajusté par habitant, les conditions de logement, la participation à l'éducation préscolaire, la part de personnes ayant un emploi qui se déclaraient satisfaites de leur travail, le sentiment général de confiance, le bénévolat, la satisfaction des relations familiales et la participation électorale, ainsi que la confiance accordée au parlement, aux partis politiques, au système judiciaire et aux institutions locales.

Japon

20. Le Conseil des ministres du Japon a réalisé des études sur le bien-être; il a établi la Commission de la mesure du bien-être et proposé des indicateurs en la matière¹², et organisé en décembre 2011 la Conférence de l'Asie-Pacifique sur la mesure du bien-être et la promotion du progrès des sociétés¹³ et réalisé la première enquête sur la qualité de vie. La Commission de la mesure du bien-être est composée d'experts et bénéficie de l'appui du Directeur général de la structure économique, fiscale et sociale et de l'Institut de recherche économique et sociale du Japon. La Commission a pour mission de promouvoir la recherche sur la croissance et le bien-être, conformément à la « nouvelle stratégie de croissance » du Japon. Plusieurs indicateurs de bien-être ont été proposés dans le rapport de la Commission.

21. La première enquête japonaise sur la qualité de vie a été réalisée en mars 2012. Les dimensions étudiées étaient les suivantes : a) sentiment de bonheur; b) satisfaction interrelationnelle; c) satisfaction existentielle; d) équilibre affectif; e) satisfaction aux différents stades de la vie; f) évaluation subjective de sa situation; g) cadre de vie; h) anxiété; i) sentiment de sécurité; j) soutien social; k) état de santé déclaré; l) fréquence des contacts sociaux et autres aspects du bien-être.

Qatar

22. Le Qatar considère également que le bonheur n'est pas seulement fonction des revenus. Sa vision nationale pour 2030 et la stratégie de développement national pour 2011-2016 visent à maintenir une société juste et solidaire, fondée sur de strictes normes déontologiques, et à améliorer la qualité de vie de tous ses citoyens, sans sacrifier sa culture traditionnelle et son identité arabe et islamique. Le Qatar accorde beaucoup d'importance à un système de protection sociale qui préserve les droits civils de tous ses citoyens, garantit leur contribution au développement de leur société et leur assure un revenu suffisant pour vivre en bonne santé et dans la dignité. Il s'efforce actuellement de renforcer la cohésion familiale, d'étendre les réseaux de sécurité sociale et de réviser le droit familial de manière à tenir compte de l'évolution des ménages, ainsi que des engagements auxquels le Qatar a souscrit sur le plan international en vertu de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Le Qatar a en outre pris les mesures nécessaires pour aider les femmes à concilier travail et responsabilités familiales, favoriser la stabilité familiale et mieux soutenir les femmes qui travaillent. Le Qatar

¹² Cette partie se fonde sur la réponse du Japon à la note verbale d'août 2012 et comprend des renseignements tirés du rapport de la Commission de la mesure du bien-être au Japon intitulé « Mesurer le bien-être national : propositions d'indicateurs de bien-être » (5 décembre 2011) et d'analyses initiales des données de l'enquête sur la qualité de vie (mars 2012). Les recherches sont coordonnées par la Division de l'étude du bien-être de l'Institut de recherche économique et sociale du Conseil des ministres du Japon.

¹³ La Conférence de l'Asie-Pacifique sur la mesure du bien-être et la promotion du progrès des sociétés s'inscrit dans le cadre de conférences régionales organisées dans la perspective du quatrième Forum mondial sur les statistiques, connaissances et politiques de l'Organisation de coopération et de développement économiques et s'est tenue à New Delhi en octobre 2012. Elle a réuni environ 200 décideurs, statisticiens, universitaires et autres intervenants de la région s'intéressant à la question. La Conférence a été organisée par la Banque asiatique de développement, l'Institut de recherche économique et sociale du Japon, l'OCDE, le Bureau de statistique de la Corée et la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, en collaboration avec le Centre de développement de l'OCDE et le secrétariat du Partenariat statistique au service du développement au XXI^e siècle (PARIS21).

cherche à améliorer le bien-être physique, affectif et intellectuel de ses citoyens, notamment les jeunes, en renforçant les sports et la culture, deux facteurs qui contribuent à la santé et au bonheur.

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

23. Au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Programme national de mesure du bien-être a conduit le Bureau de la statistique nationale à définir et publier un ensemble de statistiques nationales reconnues qui aiderait à comprendre et à suivre le bien-être national¹⁴. La première phase du programme a consisté à organiser en 2010 et 2011 un débat national en vue de recueillir les opinions des habitants sur ce qui comptait à leurs yeux et ce qui influençait leur bien-être. Différentes dimensions se sont imposées au cours de ce débat, dont le bien-être subjectif, la santé, l'éducation et les qualifications, la situation financière individuelle, les relations, le lieu de vie, les activités, l'économie, l'environnement et la gouvernance. En juillet 2012, le premier ensemble d'indicateurs pilotes du bien-être national annuel a été publié. Il sera perfectionné au cours du programme de mesure du bien-être national, qui se poursuivra jusqu'en 2014.

B. Initiatives régionales

Union européenne

24. L'Union européenne a souligné que les quatre dimensions de l'analyse du bonheur proposées par le Bhoutan, à savoir le bonheur et le bien-être, la viabilité écologique, la répartition équitable et l'utilisation judicieuse des ressources, étaient au cœur de ses objectifs, parallèlement à l'action qu'elle menait en vue de promouvoir le respect des droits de l'homme fondamentaux, considéré comme une composante essentielle du bien-être. Elle a également constaté que pour suivre les progrès accomplis à l'échelle nationale et mondiale en faveur d'une « économie verte qui profite à tous », il fallait disposer d'indicateurs employant des données comparables au niveau international qui se fondaient sur un cadre conceptuel et étaient choisis en fonction de critères clairement définis.

25. L'Union européenne a pris note de plusieurs initiatives visant à élaborer de nouveaux indicateurs qui contribueraient à mesurer le bien-être global d'une société, ainsi que la viabilité économique, environnementale et sociale, comme la conférence de haut niveau organisée par la Commission européenne en 2007, intitulée « Au-delà du PIB », et les travaux de la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail sur l'évaluation de la qualité de vie. La première série de comptes économiques environnementaux européens a été adoptée conformément au système de comptabilité environnementale et économique. D'après les conclusions du rapport de la Commission sur la mesure de la performance économique et du progrès social¹, ces travaux tiennent compte de nombreuses dimensions du bien-être actuel et futur et associent diverses mesures objectives et subjectives, afin de mieux appréhender la relation qui existe entre les notions de qualité de vie et de bien-être et leur rapport avec la viabilité. L'Union

¹⁴ D'après la réponse du Royaume-Uni à la note verbale d'août 2012 et Jen Beaumont (dir.), « Measuring National Well-being: report on consultation responses on proposed domains and measures », Bureau de la statistique nationale, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, juillet 2012.

européenne a souligné la nécessité de continuer à coopérer en vue de définir des indicateurs qui portent sur des problèmes mondiaux tels que les changements climatiques, la pauvreté, l'épuisement des ressources, la santé et la qualité de vie; cependant, bien que les objectifs soient clairement définis, il ne sera pas facile d'élaborer de nouveaux indicateurs qui rendent compte des progrès environnementaux et sociaux et soient aussi explicites que le PIB, ni d'en généraliser l'usage.

26. La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) a noté que la résolution 65/309 de l'Assemblée générale correspondait parfaitement à sa propre approche du développement durable et partagé. La feuille de route pour une croissance verte à faible émission de carbone définie en 2012 pour la région Asie-Pacifique propose un ensemble complet d'orientations générales. La CESAP a entrepris la mise au point d'indicateurs de croissance verte. La pertinence du bonheur aux fins de l'élaboration de politiques a été étudiée lors de la Conférence internationale sur le bonheur et les politiques publiques, organisée en 2007 par le Bureau de l'élaboration des politiques publiques du Gouvernement thaïlandais, en partenariat avec la CESAP. La Conférence internationale a prôné l'élaboration de mesures du bonheur et le remaniement des orientations des politiques publiques de façon à accroître le bonheur des individus et de la société. Deux des principales conclusions présentées à la conférence, la diminution du rendement marginal du bonheur par rapport aux revenus et les effets négatifs de la comparaison sociale sur le degré de satisfaction individuelle, constituent d'importantes justifications des politiques publiques visant à créer des revenus pour les habitants les plus pauvres plutôt que pour les catégories les plus riches et à réduire les inégalités socioéconomiques et les écarts entre revenus. Deux défis importants ont été définis : assurer l'emploi formel pour tous et donner des occasions d'accumulation de richesse aux plus pauvres. Les politiques et les dépenses budgétaires sont deux des stratégies les plus adaptées qui ont été mises en valeur : des politiques budgétaires de redistribution qui permettent de remédier aux insuffisances du marché et des incitations au changement et des dépenses budgétaires visant à améliorer l'infrastructure, la sécurité sociale et les systèmes de santé.

27. La CESAP a noté que les États Membres devraient disposer d'importants moyens pour établir des indicateurs de bonheur et de bien-être adaptés à l'élaboration de politiques, notamment ceux qui ont trait à la qualité de la croissance économique. Les commissions régionales pourraient envisager d'assumer de nouvelles fonctions visant à aider les États Membres en : a) recueillant et diffusant des données d'expérience sur la promotion du bonheur et du bien-être; b) définissant plus précisément les facteurs déterminant du bonheur et du bien-être; c) menant des recherches sur les politiques publiques pertinentes; et d) réglant des problèmes méthodologiques relatifs à l'élaboration des indicateurs de bien-être et de bonheur.

28. Plusieurs pays de la région Asie-Pacifique ont déjà mis au point des indicateurs nationaux de bien-être, composés d'éléments subjectifs et objectifs, allant du sentiment général de satisfaction, de l'état de santé déclaré, du niveau d'instruction et de formation, des relations sociales et de l'équilibre vie professionnelle-vie privée au cadre de vie et à la gouvernance. Plusieurs gouvernements ont cependant signalé qu'il était difficile d'élaborer des indicateurs du bonheur clairement définis. Certains États Membres ont fait part d'efforts visant à améliorer le bien-être général par la promotion des droits de l'homme, de la protection sociale et de la stabilité familiale. La nécessité d'adopter un nouveau

paradigme économique du développement se fait clairement sentir. De manière générale, le « programme d'amélioration du bien-être » est considéré comme un élément de la stratégie de développement au-delà de 2015 visant à promouvoir le développement durable.

C. Initiatives du système des Nations Unies

29. Plusieurs organismes des Nations Unies se sont prononcés en faveur de la mesure du bien-être et ont fait part de leurs vues sur la question au PNUD, en notant que le projet de bonheur brut national du Bhoutan complétait l'approche et la mesure du développement humain du PNUD. Le PNUD a invité le Bhoutan à contribuer aux délibérations visant à définir le programme de développement au-delà de 2015 en rattachant les travaux du groupe de travail d'experts internationaux à ceux du Groupe de haut niveau sur la viabilité mondiale, du Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable et de la série de consultations thématiques et nationales lancée par le Groupe des Nations Unies pour le développement.

30. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a souligné que la sécurité alimentaire, l'eau salubre, l'énergie de base, les services de santé, le logement, l'assainissement, les transports respectueux de l'environnement et l'éducation étaient indispensables au bien-être humain et a noté que la croissance du PIB ne permettait pas à elle seule d'assurer une plus grande égalité, de réduire la pauvreté ou d'améliorer la sécurité alimentaire. Si elle n'est pas suffisante, la croissance économique est cependant nécessaire à long terme pour améliorer certains aspects de la qualité de vie, comme l'éducation, les soins de santé et la nutrition. Cela signifie que si elle s'accompagne de politiques budgétaires de développement progressistes favorables aux pauvres et axées sur la redistribution, notamment dans les domaines des soins de santé et de l'éducation, la croissance du PIB pourrait améliorer certains éléments clefs du bien-être et du bonheur, bien qu'il n'existe aucune garantie à cet égard. La FAO a souligné que les mesures prises en faveur de la croissance économique ne tenaient souvent pas compte des questions de viabilité, en particulier pour ce qui est des ressources et de l'environnement.

31. Le Fonds international de développement agricole (FIDA) a approuvé l'initiative du Bhoutan et souligné l'importance du bonheur comme objectif social et politique, ce qui nécessite des indicateurs sociaux, politiques et économiques qui permettent d'en évaluer le degré de réalisation. La majorité de la population mondiale étant pauvre et vivant en milieu rural, il est de la plus haute importance de mettre l'accent sur le développement rural équitable et partagé, et notamment sur les systèmes de petites exploitations agricoles de subsistance. Le FIDA a souligné que la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement était une condition nécessaire à la poursuite véritable du bonheur pour la population mondiale, y compris l'élimination de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire dans le cadre du développement durable et de mesures efficaces de lutte contre les changements climatiques.

32. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) estime que l'intégration sociale, l'équité, l'emploi et l'éducation sont particulièrement importants pour le bien-être et le bonheur des individus. Un enseignement universel de qualité est une condition préalable essentielle à satisfaire

pour doter les individus des compétences et connaissances dont ils ont besoin en vue d'obtenir un emploi décent et d'être en mesure de forger leur propre avenir. L'UNESCO a proposé que l'accès universel à un enseignement de qualité et à la liberté d'expression et d'information serve éventuellement d'indicateurs à l'évaluation du bonheur et du bien-être d'une société et a souligné que la culture, la cohésion sociale et le dialogue interculturel témoignaient dans une large mesure du degré de développement social. L'UNESCO a proposé d'apporter son appui au système des Nations Unies aux fins de la mise au point, à partir de l'indice de développement du PNUD, d'un indice de bien-être et de bonheur qui devrait être pris en compte dans le cadre de développement au-delà de 2015.

33. L'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) a mis l'accent sur l'élaboration de mesures du bonheur qui tiennent compte de la problématique hommes-femmes. Elle a recommandé plusieurs indicateurs, ventilés par sexe, dans différents domaines. En ce qui concerne la sécurité personnelle, les indicateurs suivants ont été proposés : la proportion de femmes de plus de 15 ans ayant fait l'objet de violences physiques ou sexuelles dans leur relation de couple ou un autre contexte; la prévalence du harcèlement sexuel sur le lieu de travail; la prévalence des mutilations génitales ou excisions des filles ou des femmes; les taux d'homicide; la prévalence de la criminalité et la proportion de femmes victimes de violences sexuelles en période de conflit. En ce qui concerne la sécurité économique, les indicateurs suivants ont été proposés : la proportion de femmes par rapport aux hommes qui vivent dans des ménages considérés comme pauvres; le taux de participation au marché du travail; les taux de chômage; le pourcentage d'entreprises détenues par des femmes; la proportion de la population ayant accès au crédit; l'écart salarial entre les sexes; la durée des congés parentaux; la prévalence des systèmes de retraite et la ratification des conventions de l'Organisation internationale du Travail. En ce qui concerne l'usage du temps, les indicateurs suivants ont été recommandés : le temps moyen consacré aux travaux ménagers non rémunérés, au travail rémunéré, aux loisirs et aux soins personnels. En matière de santé, les indicateurs suivants ont été proposés : le taux de mortalité maternelle, la proportion d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié; le taux de fécondité des adolescents; le taux de prévalence de la contraception parmi les femmes; la légalité de l'avortement et le pourcentage de personnes se déclarant en mauvaise santé. Plusieurs indicateurs ont également été proposés en ce qui concerne la gouvernance et le principe de responsabilité, y compris l'application de lois non discriminatoires. ONU-Femmes a noté l'importance des indicateurs portant sur les relations et la conception du rôle des femmes dans la société, y compris la participation des femmes aux efforts de viabilité environnementale. En ce qui concerne le pouvoir d'action et la participation, ONU-Femmes a recommandé des indicateurs axés sur la participation des femmes à la famille, à la collectivité et à la vie politique. Enfin, constatant que les femmes se déclaraient relativement plus heureuses dans les pays où elles bénéficiaient des mêmes droits que les hommes, l'organisme a proposé plusieurs indicateurs de bien-être psychologique.

34. Le programme des Volontaires des Nations Unies a souligné que le volontariat devrait être reconnu comme un précieux atout renouvelable et une composante vitale de toute nouvelle stratégie de développement, car il constitue un moyen de réduire l'exclusion sociale et de promouvoir la participation citoyenne. Il faut, pour évaluer le bien-être des individus, tenir compte des relations qu'ils entretiennent les

uns avec les autres, ainsi qu'avec leur environnement. Le programme des Volontaires des Nations Unies demande que des indicateurs sur le volontariat soient retenus et que le capital social, l'engagement civique, la gouvernance, la vitalité et la résilience de la collectivité soient pris en compte lors de l'évaluation des dimensions sociales du bonheur et du bien-être.

35. Les entités des Nations Unies ont observé que la croissance du PIB ne suffisait pas à réduire la pauvreté et les inégalités et ont accueilli avec satisfaction l'initiative du Bhoutan en faveur du bien-être. Les travaux à venir du groupe de travail d'experts internationaux pourraient être rattachés à l'approche du développement humain du PNUD, à ceux du Groupe de haut niveau sur la viabilité mondiale et de la série de consultations thématiques et nationales engagées par le Groupe des Nations Unies pour le développement.

36. Les organismes des Nations Unies ont commencé à mettre l'accent sur plusieurs aspects du bien-être, en commençant par l'accès à l'alimentation et aux services de base, à l'éducation et à la culture et l'importance du volontariat pour le dynamisme d'une collectivité. La majorité de la population mondiale pauvre vivant en milieu rural, la nécessité d'un développement rural équitable et partagé a été mise en relief. Certains organismes ont souligné que la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, en particulier en ce qui concerne la pauvreté et l'insécurité alimentaire, devrait être considérée comme une condition préalable à la poursuite du bonheur à l'échelle mondiale.

V. Les principales études internationales et régionales menées sur le bien-être et leurs résultats

37. Des projets ont été entrepris à l'échelle internationale ou régionale en vue de mesurer le bien-être de populations¹⁵. Parmi les études les plus connues figurent le sondage mondial Gallup (qui se veut représentatif de l'ensemble des habitants de la planète, en sondant 1 000 personnes par pays et par an, pour l'instant dans 160 pays), l'Enquête mondiale sur les valeurs, l'Enquête sociale européenne et les Baromètres européens (Eurobaromètre), asiatique et latino-américain (Latinobarómetro), ainsi que des enquêtes nationales menées dans de nombreux pays, dont l'Afrique du Sud, le Bhoutan, les États-Unis, l'Italie, le Japon et le Royaume-Uni. Il est généralement demandé aux personnes interrogées dans le cadre de ces enquêtes dans quelle mesure elles sont satisfaites de leur vie.

38. Comme cela a été précédemment noté, les études sur le bonheur et le bien-être ont principalement été menées dans les pays à revenu élevé. Il n'existe quasiment pas d'études portant sur l'évolution du bonheur sur une longue durée dans les pays en développement du fait du peu de données disponibles sur la question et de leur manque de cohérence. Seuls quatre pays en développement ont été inclus dans la première série des enquêtes mondiales sur les valeurs (1981-1984), la plupart des pays de cette catégorie n'étant prise en compte qu'à partir de la deuxième série

¹⁵ Certains chercheurs ont noté qu'il existait deux moyens d'être plus heureux. Le premier consiste à réduire ses attentes, ce qui s'effectue souvent dans le cadre d'une vie religieuse ou spirituelle (liée aux sociétés traditionnelles). Le deuxième passe par la modernisation, qui vise à donner davantage de possibilités aux individus sur les plans matériel, politique et social, à la faveur de la transformation des systèmes économiques et politiques et des valeurs.

(1989-1993). Le Baromètre de l'Amérique latine, étude réalisée quasiment chaque année depuis 1995, est la deuxième principale source de données. L'Afrique du Sud mène une étude sur l'évolution de la qualité de vie. Les résultats de ces études ne peuvent cependant pas toujours être comparés les uns aux autres.

39. L'initiative Vivre mieux de l'OCDE se fonde sur les recommandations de la Commission sur la mesure de la performance économique et du progrès social et vise à donner une image plus exacte des facteurs dont dépend le bien-être à l'échelle individuelle et nationale et des mesures à prendre pour réaliser de plus importants progrès pour tous. Elle comprend 11 grands thèmes : logement, revenu, emploi, liens sociaux, éducation, environnement, engagement civique, santé, satisfaction, sécurité et équilibre travail-vie personnelle. Ces 11 thèmes sont exposés et analysés en détail dans le rapport de 2011 de l'OCDE intitulé « Comment va la vie? Mesurer le bien-être », le premier projet de ce type visant à présenter à l'échelle internationale le meilleur ensemble possible d'indicateurs comparables et complets sur le bien-être. L'OCDE a également créé l'indice « Vivre mieux » pour faciliter l'adoption de politiques d'amélioration de la qualité de vie¹⁶.

40. L'indice de développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement a été créé dans le but de ne plus mesurer le bien-être au seul moyen du PIB et tient compte du revenu réel ajusté, de la durée de vie et du niveau d'éducation. On a observé que le classement de certains pays selon l'indice de développement humain était différent de leur classement selon le degré de satisfaction existentielle de leur population.

41. Diverses enquêtes indépendantes sont également menées et des indices correspondants créés pour évaluer le degré général de bien-être. Par exemple, la New Economics Foundation, un centre de recherches indépendant, a mis au point un indice fondé sur des données mondiales relatives à la durée de vie, au bien-être ressenti et à l'empreinte écologique. L'indice « Planète heureuse » classe les pays selon le nombre de vies longues et heureuses qu'ils comptent par unité d'intrant environnemental. Cet indice a été publié pour la troisième fois en 2012 et portait cette année-là sur 151 pays¹⁷.

42. D'après l'enquête mondiale du millénaire de Gallup, les facteurs qui comptent le plus dans la vie des individus sont, par ordre d'importance : une bonne santé, une vie familiale heureuse, un emploi, la liberté, l'absence de guerre, de violence et de corruption, le niveau de vie, la religion et l'éducation. Il ressort également des études menées que les pays les plus heureux du monde sont des démocraties aux revenus élevés et au fonctionnement adéquat, notamment celles où règnent l'égalité sociale, la confiance et une gouvernance de qualité. D'après les études menées dans les pays de l'OCDE, auprès de quelque 400 000 personnes entre 1975 et 1997, le bonheur augmente proportionnellement au revenu absolu, à la générosité de l'État providence et à la durée de vie. Il est inversement proportionnel au nombre d'heures

¹⁶ L'indice « Vivre mieux » dresse actuellement un portrait des 34 pays membres de l'OCDE, ainsi que de grands pays partenaires, le Brésil et la Fédération de Russie, selon les 11 dimensions du bien-être, et portera à terme également sur d'autres pays partenaires de l'OCDE : l'Afrique du Sud, la Chine, l'Inde et l'Indonésie. Plus de précisions sont données à <http://www.oecdbetterlifeindex.org/fr/>.

¹⁷ www.happyplanetindex.org/about/; le Costa Rica, le Viet Nam et la Colombie se placent en tête du classement.

travaillées, aux mesures de dégradation de l'environnement, à la criminalité, à la libéralisation des échanges commerciaux, à l'inflation et au chômage¹⁸.

43. Les recherches montrent qu'au niveau individuel le revenu a une influence sur le bonheur, mais, une fois un revenu adéquat atteint, d'autres facteurs (comme la qualité des relations de couple et de l'éducation) semblent encore plus importants. Les pays ne semblent pas plus heureux à mesure qu'ils deviennent plus prospères. L'évolution du bonheur selon l'âge a la forme d'une courbe en « U », les gens se déclarant moins heureux en milieu de vie mais plus heureux par la suite. Les femmes affichent un degré de bien-être supérieur à celui des hommes. Le chômage et le divorce sont considérés comme les deux facteurs ayant l'influence négative la plus grande. Qu'ils soient positifs ou négatifs, les événements temporaires (par exemple une augmentation de salaire) s'estompent à mesure que l'individu concerné s'y habitue (phénomène d'adaptation). Les évaluations relatives comptent (par exemple, les individus accordent de l'importance à la façon dont ils sont traités par rapport aux autres ou au niveau de leur revenu par rapport à celui des autres, les inégalités salariales entraînant une réduction du bonheur déclaré) mais ont un effet restreint.

44. Au cours des 25 dernières années, le développement économique, la démocratisation et l'amélioration de la tolérance sociale se sont traduits par un niveau de bonheur plus élevé à l'échelle mondiale. Des reculs importants ont cependant été observés dans plusieurs pays à la suite de réformes des marchés. Depuis 1981, le niveau de bien-être subjectif général a progressé dans 40 des 52 pays pour lesquels on dispose de suffisamment de données chronologiques. D'après les sondages mondiaux sur les valeurs et le sondage mondial de Gallup, le bien-être subjectif est élevé au Danemark, en Islande, en Suède, en Norvège et en Finlande¹⁹. Un groupe de pays latino-américains se classait au même niveau, malgré leurs revenus plus bas et leur moins bonne gouvernance, ce qui peut s'expliquer par l'importance des liens sociaux et de la religion dans ces pays.

45. Les études effectuées dans les nouveaux États postcommunistes de l'Union européenne se sont fondées sur les sondages de l'Eurobaromètre réalisés dans les États candidats à l'adhésion à l'Union européenne (2001-2004), les sondages de l'Eurobaromètre réalisés dans les États membres de l'Union européenne (2005-2007) et les indicateurs de développement de la Banque mondiale et ont été comparées aux indicateurs économiques et politiques (tels que le PIB et la satisfaction à l'égard de la démocratie). La corrélation était positive après 2001, l'augmentation du revenu brut national par habitant s'accompagnant d'une hausse de la satisfaction existentielle par rapport aux autres pays de l'Union européenne. Le niveau de bien-être déclaré a connu une augmentation plus forte dans les pays où il était peu élevé à l'origine, ce qui semble indiquer un phénomène de convergence. Ces évolutions pourraient s'expliquer par le fait que la démocratie ait contribué au bonheur en offrant davantage de possibilités de participation, de liberté et de fierté nationale. On s'attend cependant à ce que le niveau de satisfaction existentielle diminue en

¹⁸ Rafael Di Tella et Robert MacCulloch, « Gross National Happiness as an Answer to the Easterlin Paradox? », *Journal of Development Economics*, vol. 86, n° 1, 2008.

¹⁹ D'après les données de 2000 de la base de données mondiale sur le bonheur, le Danemark obtient le score le plus élevé (8,2 sur une échelle de 0 à 10) et le Zimbabwe le score le plus bas (3,3). Voir www1.eur.nl/fsw/happiness/.

Europe en raison de la crise socioéconomique. Il n'a par exemple cessé de diminuer en Roumanie depuis 2008²⁰.

46. De manière générale, on ne disposait jusqu'il y a peu que de données chronologiques sur le bien-être subjectif provenant de pays à revenu élevé. Ces données ont laissé supposer que le bien-être subjectif restait constant parmi les individus comme parmi les pays. En réalité, il a légèrement augmenté. Le bonheur n'a cessé de croître dans les pays à faible ou moyen revenu (tels que l'Afrique du Sud, l'Argentine, le Brésil, le Chili, l'Inde, le Mexique, le Nigéria, le Pérou, la République de Corée et la Turquie) alors que le niveau de satisfaction existentielle a légèrement reculé dans un premier temps avant d'augmenter fortement²¹.

VI. Différences entre pays en matière de bien-être

47. Il convient de noter que la conception du bonheur et du bien-être diffère selon les cultures. Ces différentes notions correspondent également parfois à différentes croyances concernant le bonheur. Par exemple, dans certaines langues, la notion de bonheur est associée à l'idée de chance. En outre, les habitants de certaines régions hésitent parfois à évoquer leur degré de bonheur ou de bien-être pour des raisons culturelles. Pour interpréter les différences nationales qui apparaissent dans les études mondiales sur le bien-être, il faut en outre tenir compte d'importants problèmes méthodologiques, comme le style de réponse et la volonté de se présenter sous un jour favorable, ainsi que le biais dit de mémoire et la tendance à répondre positivement²².

48. Il est cependant plus facile aujourd'hui de comparer le bien-être de deux populations car on dispose d'un nombre croissant de mesures internationales comparables et de leurs corrélats probables. Diverses études montrent que les différences entre pays en matière de bonheur sont plus marquées lorsqu'on demande aux individus d'évaluer leur vie que lorsqu'ils procèdent à une évaluation affective d'un niveau temporaire de bien-être. Par conséquent, si l'on sait que les évaluations subjectives diffèrent dans la durée et d'une culture à l'autre, la plupart des différences entre pays relatives aux évaluations de vie sont liées aux différences entre les contextes sociaux, institutionnels et économiques plutôt qu'aux différents modes d'évaluation de ces différences²³.

49. Il est par exemple ressorti des enquêtes européennes et mondiales sur les valeurs²⁴, ainsi que des sondages mondiaux de Gallup, que les émotions prises en compte dans l'échelle des sentiments, telles que la satisfaction, l'inquiétude, la

²⁰ Sergiu Baltatescu, « A Success Story? Happiness in the New Post-Communist EU Member States », document de travail, Université d'Oradea, Roumanie, 20 novembre 2010.

²¹ Ronald Inglehart, « Faith and Freedom: Traditional and Modern Ways to Happiness » in *International Differences in Well-Being*, Ed Diener, Daniel Kahneman et John Helliwell (dir.) (Oxford, Oxford University Press, 2010).

²² Voir Shigehiro Oishi, « Culture and Well-Being: Conceptual and Methodological Issues » in *International Differences in Well-Being*.

²³ John Helliwell, Christopher Barrington-Leigh, Anthony Harris, Haifang Huang, « International Evidence on the Social Context of Well-Being » in *International Differences in Well-Being*.

²⁴ Les données sur le bien-être proviennent principalement des enquêtes mondiales sur les valeurs, réalisées en cinq étapes dans un nombre croissant de pays (1981-84, 1989-93, 1994-99, 1999-04 et 2005-07).

tristesse, la dépression et la colère, variaient très peu en moyenne d'un pays à l'autre. L'évaluation par les individus de leur propre vie variait cependant considérablement à l'échelle internationale. Les trois premières séries de sondages mondiaux de Gallup, dans le cadre desquels il a été demandé à des habitants de 140 pays d'évaluer leur vie dans son ensemble, au moyen de l'échelle de Cantril graduée de 0 à 10 (les points extrêmes étant définis par les personnes interrogées) ont indiqué que les moyennes nationales allaient de 3,3 pour le groupe de pays ayant les résultats les plus bas (Togo, Burundi, Sierra Leone et Zimbabwe) à près de 7,7 pour le groupe des quatre premiers pays (Danemark, Finlande, Norvège et Pays-Bas). Il est en outre ressorti des données de l'institut de sondage Gallup que les plus bas résultats s'expliquaient non pas tant par la faiblesse du revenu moyen des pays concernés mais par le fait que leur désavantage matériel s'accompagnait de handicaps sociaux²⁵.

50. Des études ont montré que d'autres variables, telles que la confiance sociale, la qualité de l'emploi, la liberté de choix et la participation politique, ainsi que la progression de la tolérance sociale étaient plus importantes que le revenu²¹. La démocratisation et la tolérance sociale ont pour effet d'accroître le bien-être des individus car ceux-ci disposent alors de davantage de possibilités. Les normes sociales intolérantes tendent à restreindre les choix que peuvent faire les individus et réduire ainsi leur bien-être subjectif. En règle générale, les individus sont plus heureux dans les pays où règnent le développement économique, la liberté, l'état de droit et la bonne gouvernance. Des caractéristiques de société comme la richesse (le revenu), la liberté (économique et politique), la paix, la justice (la corruption et l'état de droit), l'égalité (des revenus et entre les sexes) et l'éducation expliquent 75 % des écarts entre le degré de bonheur moyen des pays²⁶.

51. En Amérique latine, les dimensions ayant le plus d'influence sur le bonheur sont, par ordre d'importance, les suivantes : la satisfaction économique, les amis, le travail, la santé et le logement. Les relations amicales constituent pour les pauvres d'importants mécanismes de survie en l'absence de réseaux de sécurité fournis par l'État. Les liens sociaux sont importants dans toutes les régions et les personnes interrogées semblent valoriser le soutien mutuel. Dans toutes les régions, la satisfaction existentielle est fonction du soutien social, les personnes interrogées en Europe de l'Ouest, en Amérique du Nord, en Australie et en Nouvelle-Zélande semblant plus riches sur le plan social et économique que les habitants d'autres régions et attachant encore plus d'importance au soutien social. Les individus s'adaptent aux effets positifs de la hausse de leurs revenus ainsi qu'aux difficultés qu'entraînent la progression de la criminalité et la corruption. La satisfaction en matière de santé n'est pas corrélée au revenu par habitant à l'échelle internationale. Par exemple, les Kényans sont proportionnellement plus nombreux que les Américains à être satisfaits de leur santé et les États-Unis se classent au quatre-vingt unième rang de 115 pays pour ce qui est de la confiance que la population accorde au système de santé. Dans certains pays, le niveau de satisfaction en matière de santé était extrêmement faible mais le degré de bonheur relativement élevé, les individus en bonne santé étant cependant plus heureux.

²⁵ Voir l'introduction de *International Differences in Well-Being*, Ed Diener, Daniel Kahneman et John Helliwell (dir.) (Oxford, Oxford University Press, 2010).

²⁶ Ruut Veenhoven, « How Universal is Happiness? » in *International Differences in Well-Being*.

52. Des études ont montré que le sentiment de confiance dans la société était essentiel au bien-être. Dans certains pays, comme les États-Unis et le Royaume-Uni, le niveau de confiance est cependant en recul. On a également constaté une dégradation des relations humaines, ainsi qu'en témoignent la progression du sentiment de solitude, les difficultés de communication, la peur, la méfiance, les démantèlements familiaux et la réduction de l'engagement civique. Dans plusieurs pays à revenu élevé, un nombre important de personnes souffrent de stress et de dépression, y compris des jeunes qui ne se sentent ni à leur place ni à leur aise en milieu scolaire. En outre, l'accroissement des inégalités nuit au bonheur en intensifiant les tensions sociales. Les études empiriques menées sur les effets de l'inégalité sur la satisfaction existentielle ont donné des résultats très mitigés.

VII. Conclusions et recommandations

53. Si les effets positifs de la croissance économique et de la modernisation ont contribué à l'amélioration du niveau de vie, la hausse des revenus, une fois les besoins essentiels satisfaits, ne conduit pas nécessairement à un accroissement proportionnel du bien-être. Des enquêtes ont montré qu'un sentiment global de sécurité, y compris en matière d'emploi, de solides réseaux familiaux et amicaux, ainsi que la liberté d'expression et d'autres facteurs ont une forte influence sur le bien-être individuel. Les gouvernements pourraient donc envisager, en coopération avec les autres parties concernées, de favoriser de nombreux aspects du bien-être autres que la croissance du PIB. Les enquêtes actuellement menées ont mis en évidence la nécessité d'adopter des politiques visant à assurer un taux élevé d'emploi, la qualité des emplois, de solides liens sociaux assortis d'un niveau élevé de confiance et de respect, la gouvernance participative, de meilleurs soins de santé physique et mentale, des mesures de soutien de la vie familiale et une éducation de qualité pour tous.

54. De manière générale, les gouvernements sont invités à : 1) admettre que le PIB n'est pas le seul indicateur de bien-être; 2) mieux intégrer les politiques économiques et sociales; 3) élaborer des politiques de protection de l'environnement; 4) mettre au point des indicateurs de bien-être qui orientent l'élaboration et le suivi de leurs politiques compte tenu des objectifs de développement durable.

55. Les gouvernements sont invités à :

a) Envisager de recourir à une définition plus générale du bien-être, qui ne se limite pas au PIB et à la croissance économique, en adoptant un nouveau modèle économique qui intègre les dimensions sociales, économiques et environnementales du développement durable;

b) Se servir de données sur le bonheur et le bien-être collectées régulièrement, avec soin et à grande échelle pour obtenir un indicateur plus fiable visant à améliorer l'élaboration de politiques macroéconomiques et influencer en conséquence l'apport de services;

c) Engager de vastes consultations, faisant appel à toutes les parties prenantes, en vue de recenser et de privilégier les indicateurs de bien-être susceptibles de correspondre à une vision commune des moyens d'accomplir et de préserver durablement le progrès social;

d) Charger les instituts nationaux de la statistique d'envisager de développer les statistiques de leur système national relatives au bien-être. Il est possible d'envisager, à terme, un système d'évaluation dans le cadre duquel les politiques adoptées seraient jugées en fonction de l'amélioration du bonheur qu'elles ont entraînée par unité de dépense publique nette;

e) Assurer des conditions minimales de bonheur à la majorité des habitants des pays à faible revenu, ainsi qu'aux groupes d'exclus des pays à revenu intermédiaire ou élevé, telles que : i) l'accès à l'alimentation et à des services de base; ii) le respect des droits de l'homme fondamentaux et la protection sociale; et iii) la réduction des inégalités, avant de s'employer à réaliser des objectifs plus ambitieux en matière de bien-être;

f) Préconiser le rattachement des travaux à venir du groupe de travail d'experts internationaux du Bhoutan aux initiatives lancées par le Secrétaire général, à l'indice de développement humain du PNUD, aux mécanismes de suivi de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable et aux projets menés par les universités et la société civile dans des domaines connexes.
